

Faire face aux besoins énergétiques dans les opérations de réponse aux crises humanitaires



Evaluation brève des politiques et des bonnes pratiques des organisations d'aide humanitaire et des sources et technologies d'énergie alternative

Note de synthèse

Contexte

Par expérience, on sait que les questions de durabilité liées à la satisfaction des besoins énergétiques ne sont souvent pas suffisamment prises en compte par ceux qui mènent les opérations de réponse aux crises humanitaires dans les situations post conflit et post catastrophe. Malgré le fait que le HCR et autres organisations d'aide d'urgence ont inclus des éléments substantiels d'approvisionnement en énergie durable dans leurs politiques et leurs plans, leur application est souvent en retard ou insuffisante. Les effets humanitaires et écologiques à long terme peuvent être dramatiques. En plus, la collecte du bois de chauffage pose des problèmes de sécurité pour les femmes et les enfants, qui sont forcés de parcourir de grandes distances, au risque d'être attaqués ou violés. Il existe également des conséquences négatives considérables sur la santé: L'exposition à la fumée à l'intérieur peut causer des infections respiratoires aiguës qui tuent de nombreuses personnes, surtout des femmes et des enfants, aussi dans les camps de réfugiés.¹

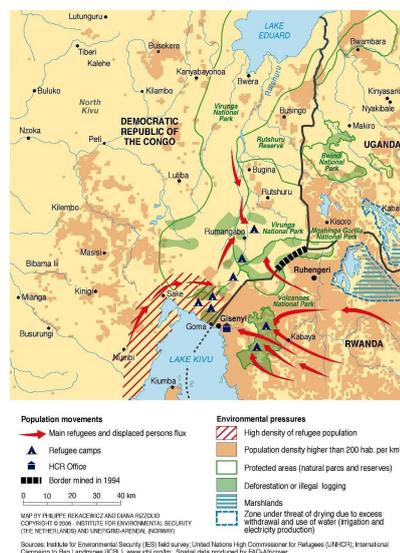
Un projet de plaidoyer et d'apprentissage a été mis en place sur la question de l'utilisation de l'énergie - avec un accent sur le *combustible ménager* – dans les *réponses* aux situations de crises humanitaires, *par une coopération entre* l'Institute for Environmental Security et le Comité Néerlandais de l'IUCN. Le but de ce projet est d'améliorer les politiques et les pratiques des organisations d'aide humanitaire (Néerlandaises) en ce qui concerne les combustibles, et d'encourager les décideurs politiques aux Pays-Bas à mettre cette question au plus haut niveau de l'agenda politique.

Les deux exemples suivants, de récentes opérations de réponse aux crises démontrent que les impacts écologiques des camps et des regroupements de réfugiés peuvent avoir des conséquences désastreuses pour les futurs moyens de subsistance des personnes déplacées et des communautés d'accueil:

Les réfugiés Rwandais en Tanzanie et en RDC

L'afflux des réfugiés Rwandais en Tanzanie et dans la partie orientale de la République Démocratique du Congo (RDC) dans le milieu des années 1990 a conduit à un désastre écologique avec des répercussions énormes sur les forêts, les ressources de l'eau, la biodiversité et les aires protégées. Au nord-ouest de la Tanzanie, six mois après l'arrivée d'un demi-million de réfugiés, les ressources de bois dans les 5 km du camps avaient été coupés. Un an après leur arrivée, la distance moyenne pour obtenir des combustibles était 10 km ou plus. Les pâturages dans la proximité des camps ont été sérieusement surpâturés par des milliers de gros bétail bovins, de moutons et de chèvres venus avec les réfugiés. Un autre domaine de la dégradation de l'environnement était la pénurie d'eau et la pollution des ressources en eau (sol et souterrain). Dans certains endroits, la végétation a été entièrement dégagée pour les camps de réfugiés.ⁱⁱ

Le Parc National des Virunga en RDC, un site du patrimoine mondial de l'UNESCO qui abrite l'une des dernières populations de gorilles des montagnes, a été menacé par la recherche de bois de chauffage, de matériaux de construction et du bois pour la fabrication du charbon à grande échelle puisque les camps étaient situés à distance de marche du parc. En conséquence, le Comité du patrimoine mondial a placé le parc sur sa liste du patrimoine mondial en péril (a 1994).ⁱⁱⁱ Le manque d'hébergements d'urgence adéquats signifiait que beaucoup d'arbres et de buissons ont été coupés à l'intérieur ou autour du parc, afin de construire des abris de base. Des matériaux de couverture ont également été coupés, ce qui a conduit à des tensions croissantes et une augmentation de risques de conflit entre des personnes déplacées et des agriculteurs locaux.^{iv}



Les personnes déplacées au Darfour, Soudan

Au Darfour, où deux millions de personnes déplacées vivent dans les camps depuis 2003, il y a eu une grave déforestation autour des camps plus grands. Entre 2003 et 2005, les agences internationales ont été les principales consommatrices de bois de construction pour la mise en place de l'infrastructure pour les camps de personnes déplacées. On estime que, sur une base quotidienne, 1,5 millions de kg de bois de chauffage est nécessaire pour fournir les 2 millions personnes de combustibles.^v La collecte du bois de chauffage est effectivement incontrôlée. Cela a conduit à des situations dans lesquelles les résidents des camps doivent voyager jusqu'à 15 kilomètres pour trouver du bois, dans certains cas, jusqu'à 75 km (par exemple dans le camp de Kalma).^{vi} Il a été rapporté qu'en raison de ce manque de bois de chauffage accessible, la sécurité alimentaire d'un nombre considérable de personnes déplacées a été menacée. Dans le passé récent, des patrouilles de bois de feu ont été organisées pour protéger les femmes et les filles pendant la collecte du bois, mais elles ont été supprimées en raison de l'insécurité des patrouilleurs et l'absence de bois qui reste à être recueillies.^{vii} L'économie dynamique de l'aide

humanitaire d'urgence alimente un vaste marché pour les briques et le charbon de bois, avec un impact dramatique sur les moyens de subsistance futurs. C'est souvent le seul moyen d'avoir quelques revenus pour les personnes déplacées et pour les communautés d'accueil.^{viii}

Les organisations pionnières sur les questions de combustibles

Un certain nombre d'organisations travaillant sur la réponse aux crises humanitaires s'emploient activement à promouvoir l'efficacité énergétique et les sources et technologies d'énergie alternative. L'une de ces organisations pionnières est le HCR, qui dirige le processus d'intégration des questions environnementales dans les projets d'aide humanitaire. Néanmoins, l'organisation admet que beaucoup reste à faire. Les préoccupations environnementales ne sont pas toujours traitées d'une manière consistante dans des situations impliquant des réfugiés et des rapatriés, mais certains efforts prometteurs sont en cours. Le HCR est l'un des initiateurs de l'Équipe spéciale pour la sécurité d'accès au bois de chauffage (SAFE) du IASC (Inter-Agency Standing Committee), qui a récemment publié quelques outils d'orientation politique liés aux combustibles. L'initiative a également débouché sur le lancement du International Network on Household Energy in Humanitarian Settings (le FUEL Network) créé en Juin 2007.^{ix}

Le Programme alimentaire mondial (PAM) est la première à avoir commencé la programmation liée à l'énergie sous la direction du SAFE. En collaboration avec la Women's Refugee Commission, une ONG américaine, deux projets pilotes seront mis en place à l'automne de 2009 (au Darfour et en Ouganda). Aussi, certaines ONG individuelles ont pris des mesures dans le domaine des combustibles. Cela inclut CARE, l'International Rescue Committee (IRC), Oxfam GB, Norwegian Refugee Council (NRC) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). À l'heure actuelle ils développent des initiatives sur une base de pays par pays, plutôt que d'essayer d'intégrer les besoins d'énergie dans les opérations mondiales.

Politiques liées aux combustibles des organisations d'aide humanitaire néerlandaise

Parmi les cinq agences d'aide humanitaire Néerlandaises interrogées, il existe un consensus général sur la gravité des impacts sur l'environnement au sein et autour des camps de réfugiés et de déplacés. Le problème de la pénurie de bois de feu a été souligné par les organisations interrogées. Certaines organisations utilisent activement le manuel Sphère^x, qui comprend des lignes directrices spécifiques sur les combustibles et l'énergie.

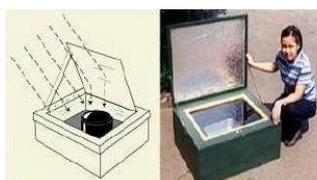
Néanmoins, la réponse au problème du bois de chauffe et la consommation d'énergie varient considérablement d'une organisation à l'autre. Seulement quelques organisations travaillent activement sur les impacts sur les écosystèmes (et donc les impacts sur les moyens de subsistance) de la consommation de combustibles au niveau de ménages. Les autres organisations ont indiqué qu'elles ne sont pas concernées par les questions liées aux combustibles. Par exemple, une organisation est consciente du problème, mais indique qu'elle n'est pas en mesure de travailler sur les questions des combustibles en raison d'un manque de capacités et de moyens. Au fond, elle veut rester concentrée sur sa mission : fournir une assistance médicale d'urgence aux populations en danger.

Les sources et technologies d'énergie alternative

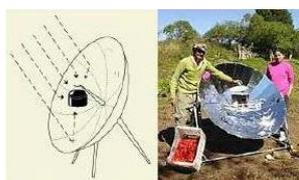
Il y a une énorme quantité d'informations sur l'utilisation du bois combustible et d'autres sources d'énergie, et sur la façon d'améliorer le rendement énergétique. Il est conclu que le bois est le choix par défaut, non pas parce qu'il est le meilleur choix, mais parce qu'il est souvent le plus facile ou le plus évident et qu'il est généralement l'alternative qui est la plus familière aux bénéficiaires. Si d'autres combustibles ou technologies de l'énergie plus sûrs et plus efficaces sont facilement accessibles - et plus important encore, s'ils sont intégrés dans les procédures standards et les budgets des organismes d'aide humanitaire - le bois de chauffage ne restera pas l'option par défaut.

Parmi les combustibles de remplacement et les technologies d'efficacité énergétique les plus intéressants on trouve :

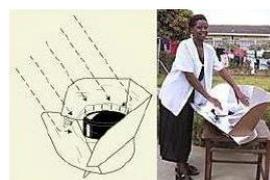
- Les poêles améliorés et poêles économes en combustible : les projets pilotes intéressants sont le poêle Save 80 et le poêle Tara Berkeley développés au Darfour.^{xi}
- Les briquettes combustibles : utilisation, avec succès, des briquettes de charbon de bois par des réfugiés birmans en Thaïlande.^{xii}
- Le biogaz : le projet pilote de biogaz réussi, mené par le HCR dans l'est de l'Afghanistan.^{xiii}
- L'énergie solaire : des fours solaires à panneaux ont été introduits avec succès en Éthiopie et au Tchad (projet pilote intéressant sur l'utilisation de la CookIt), et des fours solaires paraboliques ont été introduit avec succès au Népal.^{xiv}
- Les biocarburants : des projets pilotes prometteurs avec des poêles de l'éthanol en Éthiopie (CleanCook Stove).^{xv}



Box Cookers



Parabolic/Dish



Panel Cookers

Conclusions et Recommandations Principales

Conclusion 1

La pénurie de combustibles n'est pas seulement un problème écologique ou environnemental, elle est également une préoccupation importante sur le plan social et humanitaire. Les ressources naturelles constituent la base des moyens de subsistance de nombreux réfugiés et les communautés locales. La destruction des écosystèmes due à la déforestation - à travers l'érosion des sols, dégradation des sols, la sédimentation, la perte de biodiversité, etc. - peut donc conduire à des pertes considérables et irréversibles des moyens de subsistance de ces groupes.

Recommandation 1.1

Les secours d'urgence ne doivent pas détruire les possibilités de développement futures pour les réfugiés, les rapatriés ou les populations d'accueil. Il est crucial que les impacts des opérations humanitaires sur l'écosystème à long terme soient pleinement prises en compte dès le départ. Les donateurs des programmes d'aide d'urgence doivent assurer que cette politique est intégrée dans la politique générale afin d'éviter des dépenses potentiellement énormes d'aide au développement (provoquées par l'érosion du sol ou manque d'eau potable) dans l'avenir.

Conclusion 2

La pénurie de combustibles peut provoquer la régénération des conflits (violents) entre les réfugiés, les rapatriés et les populations d'accueil. Ceci illustre le fait que la question des combustibles est autant une question d'environnement qu'une question de sécurité.

Recommandation 2.1

Une analyse des conflits locaux et de préférence un «Do no harm evaluation" devrait être effectuée avant qu'un projet lié aux combustibles commence.^{xvi} Cela permettra d'éviter que les projets aggravent un conflit au lieu de fournir des secours.

Recommandation 2.2

La sécurité environnementale devrait avoir le même poids que la sécurité alimentaire, afin de veiller à ce que les moyens de subsistance et la sécurité humaine future ne soient pas compromis.

Conclusion 3

On dispose d'informations suffisantes sur la meilleure façon de faire face à la pénurie des combustibles. Parmi les agences humanitaires internationales et les ONG, il ya un consensus sur la nécessité d'une plus grande attention aux stratégies de combustibles dans les camps de réfugiés. De nombreuses personnes au sein de ces organisations reconnaissent l'importance d'intégrer l'aspect de la durabilité des combustibles comme une composante clé des opérations d'aide d'urgence, tel que recommandé par le HCR et l'IASC Task Force SAFE. Ces individus sont conscients de l'urgence de ce problème et ils sont prêts à voir des changements mis en œuvre.

Néanmoins, en faire une priorité dans leurs organisations ou départements est compliquée. Sur le plan organisationnel, la plupart des agences indiquent qu'ils n'ont pas les fonds et / ou la technique, et les ressources humaines pour effectuer les changements requis. Le problème est que la vitesse et l'ampleur des stratégies d'adaptation ne correspondent pas à l'urgence et l'ampleur du problème de la pénurie de combustibles dans beaucoup des situations de réfugiés prolongées. Un facteur clé est que le lien entre les combustibles et les écosystèmes n'est pas intégré dans les procédures d'opération standard.

Recommandation 3.1

Il y a un besoin de réforme structurelle de l'état d'esprit et une volonté accrue de s'attaquer aux problèmes relatifs à l'utilisation des combustibles dans les camps de réfugiés afin de s'assurer que ces organisations vont prendre les mesures nécessaires pour les résoudre. Les outils et les orientations de la politique sont aisément disponibles et il est maintenant question d'intégration et d'exécution au sein des agences humanitaires.

Recommandation 3.2

Les budgets des opérations de secours doivent inclure l'approvisionnement en combustibles domestiques à faible impact et les renforcements des capacités du personnel nécessaires.

Conclusion 4

Jusqu'à maintenant, la plupart des formations et de la distribution des poêles dans les camps de réfugiés et les camps de personnes déplacées a été, de nature ad hoc. Il y a eu peu d'échange de bonnes pratiques au sein, ou entre, d'organismes dans la même région, conduisant à une inefficacité considérable dans la programmation et le design. Une tendance générale est que les organisations d'aide d'urgence (travaillant dans la phase d'urgence aiguë) se concentrent plus sur les aspects de la protection et de la sécurité dans leur approche de la question des combustibles, tandis que les organisations qui se focalisent sur le premier rétablissement et la réhabilitation se concentrent plus sur les conséquences pour l'environnement et pour les moyens de subsistance. Malgré cette différence d'envergure (court terme contre long terme), les deux types d'organisations visent, par essence, à obtenir la même chose : un approvisionnement en combustibles plus durable et des moyens de subsistance améliorés.

Recommandation 4.1

Il y a un fort besoin d'une meilleure coordination des initiatives liées aux combustibles.

Recommandation 4.2

Pour commencer, tous les organismes d'aide humanitaire basée aux Pays-Bas seront invités à poursuivre le dialogue sur cette question. Ils seront poussés à prendre une approche plus holistique et intégrée avec suffisamment d'attention pour un impact minimisé sur les écosystèmes d'approvisionnement en combustible dans les situations d'urgence. Les écosystèmes (et les services des écosystèmes) détruits représenteront un fardeau sur le budget de l'Aide Publique au Développement à l'avenir en matière d'approvisionnement en eau douce et l'érosion des sols.

-
- ⁱ WHO (2006). Fuel for life. Household energy and health. <http://www.projectgaia.com/FuelforLifeWHO.pdf>
- ⁱⁱ HPN (1995). The impact of refugees on the environment and appropriate response. Issue 4. Humanitarian Practice Network.
- ⁱⁱⁱ Kalpers, J. (2001). Volcanoes under Siege: Impact of a Decade of Armed Conflict in the Virungas. Washington D.C.: Biodiversity Support Programme. <http://www.worldwildlife.org/bsp/publications/africa/144/titlepage.htm>
- ^{iv} ProAct Network (2008), Assessing the effectiveness of fuel-efficient stove programming – a Darfur wide review. <http://proactnetwork.org/proactwebsite/index.php/publications/reports/36-projectreports/112-fesreport>
- ^v Gadgil A. & S. Amrose (2006). Darfur Fuel-Efficient Stoves (FES). Lawrence Berkeley National Laboratory (LBNL). <http://www.bioenergylists.org/btara>
- ^{vi} UNEP (2007). Sudan Post-Conflict Environmental Assessment. Chapter 5: Population displacement and the environment. <http://www.unep.org/sudan/>; UNEP (2008). Destitution, distortion and deforestation. The impact of conflict on the timber and woodfuel trade in Darfur. http://postconflict.unep.ch/publications/darfur_timber.pdf
- ^{vii} Pers. comm. Erin Patrick, Women's Refugee Commission, September 2009
- ^{viii} Tearfund (2007). Darfur: relief in a vulnerable environment. <http://www.tearfund.org/webdocs/website/Campaigning/Policy%20and%20research/Relief%20in%20a%20Ovulnerable%20environment%20final.pdf>
- ^{ix} <http://www.fuelnetwork.org>
- ^x <http://www.sphereproject.org/content/view/27/84/lang,english/>
- ^{xi} WRC (2006a). Finding trees in the desert: firewood collection and alternatives in Darfur. Women's commission for refugee women & children. Women's commission for refugee women & children. http://womenscommission.org/pdf/df_fuel.pdf ; Gadgil A. & S. Amrose (2006).
- ^{xii} UNHCR (2002). Cooking options for refugee situations, p.26. United Nations High Commissioner for Refugees. <http://www.unhcr.org/406c368f2.html>
- ^{xiii} Ibid.
- ^{xiv} Institute for Environmental Security (2009). Renewable energy for Africa – an overview of nine potential technologies. <http://www.envirosecurity.org/actionguide/view.php?r=233&m=publications>; WRC (2006b). The perils of direct provision: UNHCR's response to the fuel needs of Bhutanese refugees in Nepal. Women's commission for refugee women & children. http://womenscommission.org/pdf/np_fuel.pdf
- ^{xv} UNHCR (2008a). UNHCR partner wins green award for pioneering ethanol stove. News story, 23 June 2008. <http://www.unhcr.org/485fc7622.html>
- ^{xvi} The Do No Harm method was developed by the US based CDA Collaborative Learning Projects, see: http://www.cdainc.com/cdawww/project_profile.php?pid=DNH&pname=Do%20No%20Harm